

Envoyé en préfecture le 13/11/2023

Reçu en préfecture le 13/11/2023

Publié le 13/11/2023

ID : 024-212400378-20231109-D20230121-DE



2024



Rapport d'Orientation Budgétaire 2024

CONSEIL MUNICIPAL DU 9 NOVEMBRE 2023
COMMUNE DE BERGERAC

Envoyé en préfecture le 13/11/2023

Reçu en préfecture le 13/11/2023

Publié le 13/11/2023

ID : 024-212400378-20231109-D20230121-DE



Table des matières

| | |
|--|----|
| Table des matières | 3 |
| Préambule | 5 |
| Partie 1 | 7 |
| Le contexte macroéconomique | 7 |
| A Monde : croissance à la peine et tensions inflationnistes toujours persistantes | 7 |
| B Europe : mêmes symptômes | 8 |
| C France : lente sortie de crise | 9 |
| a. 2023 | 9 |
| b. 2024 | 9 |
| c. 2025 | 9 |
| d. Focus sur la consommation et inflation..... | 9 |
| e. Focus sur le déficit public et l'endettement en France | 10 |
| Partie 2 | 13 |
| La Loi de Finances et les Collectivités..... | 13 |
| A La loi de programmation des finances publiques | 13 |
| B Les dispositions de la loi de finances 2024 impactant la ville de BERGERAC | 15 |
| a. Article 24 : Fixation de la Dotation Globale de Fonctionnement pour 2024 et des variables d'ajustement..... | 15 |
| b. Article 58 : Répartition de la dotation pour les titres sécurisés..... | 15 |
| c. Article 16 : Création de 2 redevances au profit des agences de l'eau..... | 15 |
| d. Evolution des valeurs locatives..... | 16 |
| e. Abondement de la DSIL | 16 |
| f. Reconduction du Fonds Vert | 16 |
| g. Augmentation de l'enveloppe dédiée au FCTVA..... | 16 |
| C Les autres dispositions | 16 |
| a. Article 6 : Exonération de Taxe Foncière durant 25 ans logements sociaux | 16 |
| b. Article 7 : Allègements fiscaux..... | 16 |
| c. Article 8 : Baisse sur 4 ans de la CET et la CVAE..... | 16 |
| d. Article 9 : Encadrement de l'IFER..... | 16 |
| e. Article 25 : THLV et Zones Tendues | 16 |
| f. Article 26 : Amendes de circulation en ZFE | 16 |
| g. Article 52 : Maintien du bouclier tarifaire..... | 17 |
| h. Article 54 : Suppression du FSDAP..... | 17 |
| i. Article 56 : Ajustement des indicateurs financiers des départements et nouvelle mécanique pour la répartition du fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) + Sécurisation en cas de sortie la dotation de DSR et DNP..... | 17 |

| | |
|---|----|
| j. Article 57 : Abondement de la dotation « biodiversité » | 17 |
| k. Article 59 : Réforme de la dotation particulière élu local | 17 |
| Partie 3 | 20 |
| La situation de notre Collectivité..... | 20 |
| A L'exécution budgétaire 2023 | 20 |
| B La trésorerie | 21 |
| C Les niveaux d'épargne | 21 |
| Partie 4 | 23 |
| La préparation du budget 2024..... | 23 |
| A Les recettes de fonctionnement | 24 |
| a. La fiscalité directe locale..... | 24 |
| b. Les concours de l'État..... | 24 |
| c. Les recettes issues de la tarification des services..... | 25 |
| d. Synthèse | 26 |
| B Les dépenses de fonctionnement | 26 |
| a. Les charges à caractère général..... | 26 |
| b. Les dépenses de personnel..... | 27 |
| c. Les subventions de fonctionnement aux associations..... | 30 |
| d. Les autres dépenses de fonctionnement | 30 |
| e. Synthèse | 30 |
| f. L'objectif global des dépenses de fonctionnement..... | 30 |
| C La section d'investissement | 31 |
| a. Les recettes | 31 |
| b. Focus sur les emprunts..... | 31 |
| c. Les dépenses d'investissement..... | 34 |
| Conclusion | 35 |
| Partie 5 | 35 |
| Annexe : Le PPI..... | 35 |

Préambule

Le débat d'orientations budgétaires est un exercice réglementaire imposé par l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.) dans les communes de 3 500 habitants et plus. Il est obligatoire et doit être tenu dans les deux mois précédant le vote du budget. Il donne lieu à un débat en conseil municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

L'article 107 de la Loi NOTRe du 7 août 2015, complété par le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 modifie le contenu de ce débat qui devient désormais un rapport sur les orientations budgétaires (R.O.B.) comprenant des informations telles que :

- Engagements pluriannuels envisagés ;
- État sur la structure et la gestion de la dette ;
- Présentation de la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs ;
- Évolution prévisionnelle et exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Le présent rapport doit être transmis au représentant de l'État et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre. Il fait enfin l'objet d'une publication.

Envoyé en préfecture le 13/11/2023

Reçu en préfecture le 13/11/2023

Publié le 13/11/2023



ID : 024-212400378-20231109-D20230121-DE

LE CONTEXTE ECONOMIQUE

Partie 1

Le contexte macroéconomique

A | Monde : croissance à la peine et tensions inflationnistes toujours persistantes

Selon le dernier rapport publié en septembre 2023 par l'OCDE sur les perspectives économiques, l'économie mondiale s'est montrée plus résiliente que prévu au premier semestre de 2023, mais les perspectives de croissance restent peu encourageantes pour le reste de l'année et pour 2024.

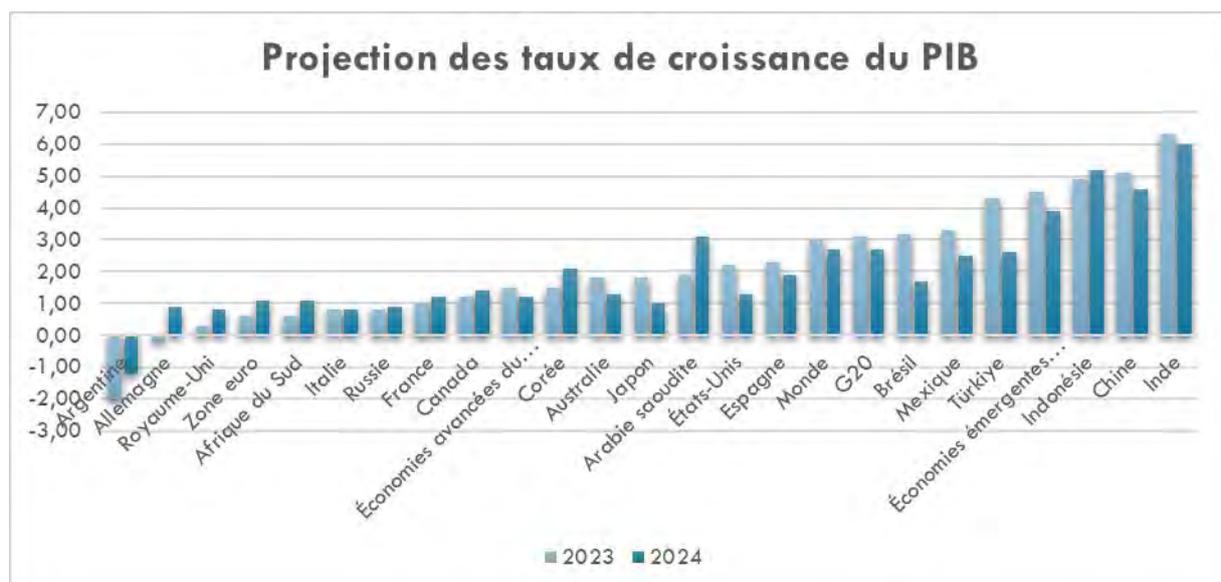
Selon les dernières prévisions, la dynamique de l'économie mondiale en 2024 (2,7%) sera plus faible qu'en 2023 (3,0%), en raison du durcissement progressif des conditions monétaires (i.e. hausse des taux directeurs) freinant la demande et du ralentissement plus marqué que prévu de la croissance en Chine.

L'inflation sous-jacente (i.e. hors produits pétroliers) reste un problème majeur pour les économies avancées du G20, malgré la baisse de l'inflation globale (2023 : 4,49% /2024 : 2,64%). Les coûts de production ne se sont pas ajustés à la diminution des prix du pétrole et les hausses de salaires continuent de peser sur les marges des entreprises. Conséquemment, ce phénomène risque de compromettre la reprise économique et la stabilité financière.

Aussi, en 2024, les tensions inflationnistes pourraient persister au-delà des attentes, en raison des possibles chocs sur les marchés de l'énergie et de l'alimentation. En sus, une décélération plus forte de l'économie chinoise aurait indubitablement des effets négatifs sur la croissance mondiale sur fonds de dette publique plus chère et plus élevée dans de nombreux pays.

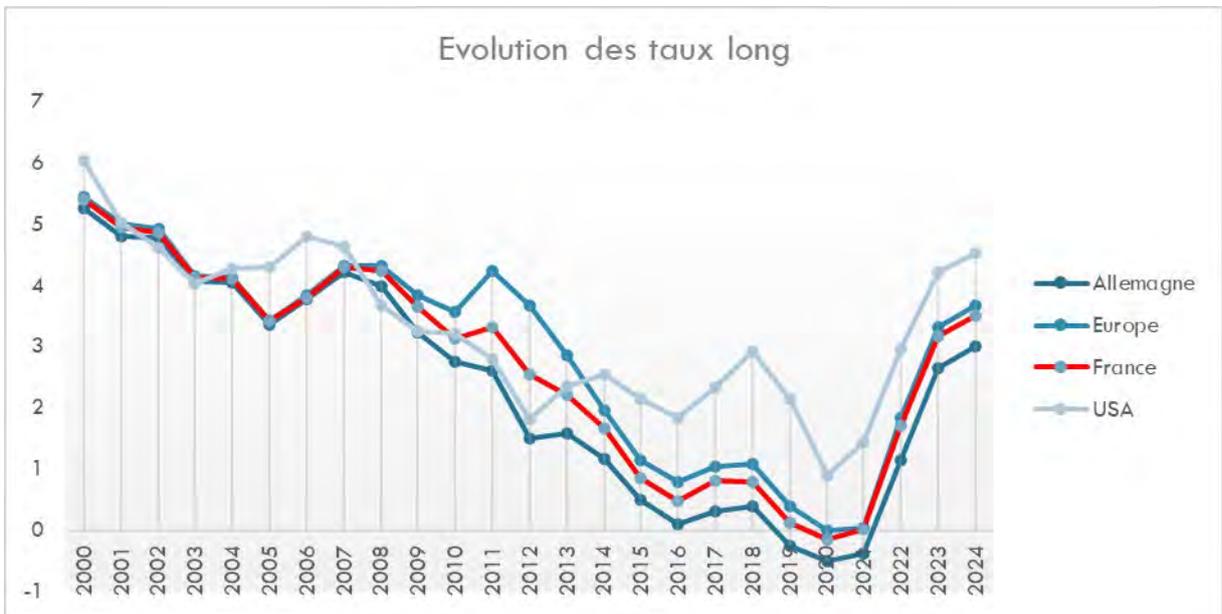
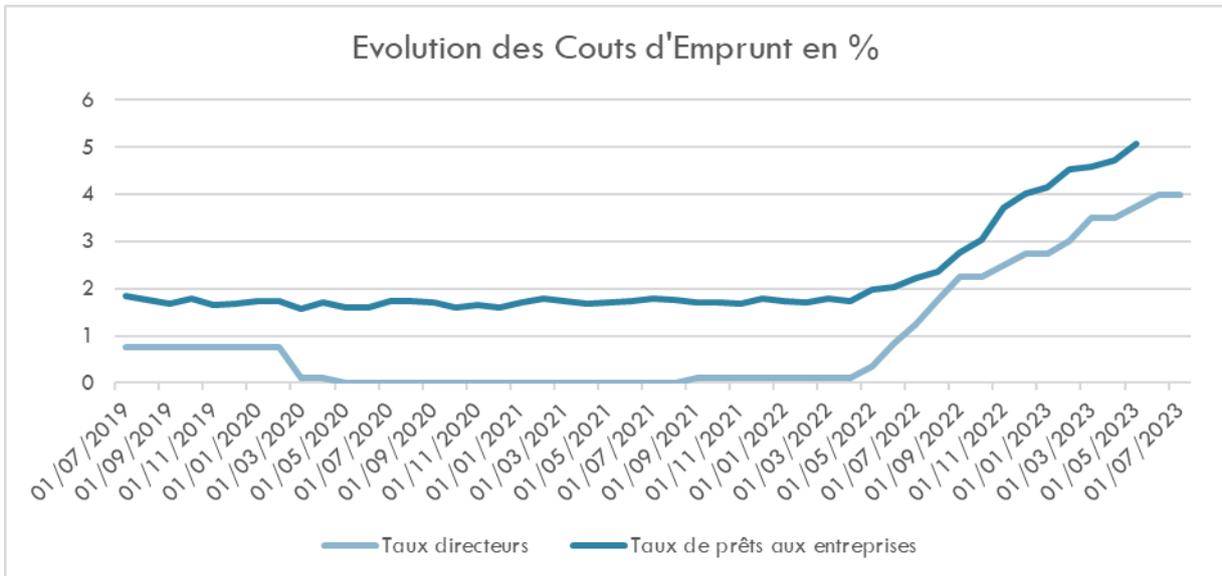
Aux Etats-Unis, l'activité économique ralentit, passant d'une croissance annuelle de +2,5% au deuxième trimestre 2023 à +1,9% au troisième trimestre. La demande intérieure est faible, en raison de la diminution de l'épargne des agents économiques et du recul de l'investissement privé, affecté par le resserrement des conditions de crédit.

Dans les pays émergents, la croissance, surtout dans le sud-est asiatique, suit une tendance modérée, en accord avec la baisse des flux commerciaux avec la Chine. Ce pays affiche un ralentissement marqué par rapport au trimestre précédent. La demande intérieure faible, ainsi que les problèmes persistants du secteur immobilier chinois, freinent la croissance, qui atteint +5,5%, contre +6,6% au deuxième trimestre 2023.



B | Europe : mêmes symptômes

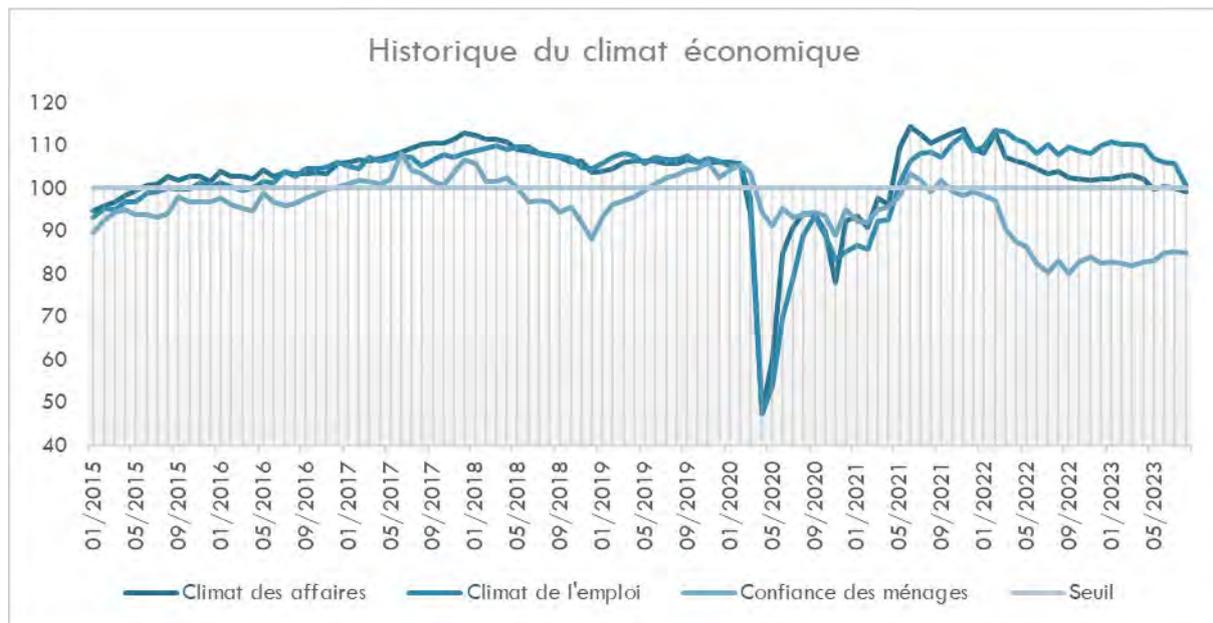
En zone euro, la croissance a décéléré à 0,8% au troisième trimestre 2023, en raison du fléchissement de la demande intérieure. La consommation des ménages est moins soutenue, face à des pressions inflationnistes persistantes et à un marché du travail peu vigoureux. L'investissement a, quant à lui, reculé, dans un environnement marqué par le tassement de la demande, la hausse du coût du financement et l'incertitude élevée qui affecte l'activité des entreprises.



C | France : lente sortie de crise

a. 2023

Selon les données publiées par l'Insee fin août 2023, le climat des affaires en France a légèrement fléchi, passant sous sa moyenne de long terme pour la première fois depuis plus de deux ans. Ce recul s'explique par une dégradation du climat de l'emploi, qui a rejoint presque son niveau moyen, ainsi que par une confiance des ménages toujours faible dans la situation économique actuelle, malgré une baisse de l'inflation.



D'après la dernière enquête de conjoncture de la Banque de France, réalisée début octobre 2023, l'activité économique a été stable dans l'industrie et en hausse dans les services marchands et le second œuvre du bâtiment en septembre. C'est ainsi qu'elle prévoit une croissance du PIB de 0,1 % au troisième trimestre.

b. 2024

Selon cette institution, la croissance économique de la France sera plus faible que celle prévue par le gouvernement en 2024. Elle table sur une augmentation du Produit intérieur brut (PIB) de +0,9 %, alors que le ministère de l'Économie et des Finances mise sur +1,4 %. Cette différence s'explique principalement par la hausse des prix de l'énergie et le ralentissement de la demande mondiale adressée à la France. Ce scénario, moins favorable, aurait un impact négatif sur les finances publiques, puisqu'il réduirait les recettes fiscales et augmenterait le déficit public et la dette, qui sont déjà élevés. Le gouvernement devra donc être vigilant et ajuster sa politique budgétaire en conséquence.

c. 2025

Pour 2025, la Banque de France prévoit également une croissance économique plus faible que celle du gouvernement, à +1,3 % au lieu de +1,7 %. Elle invoque principalement le contexte international défavorable, qui limiterait les exportations françaises. La demande intérieure resterait toutefois dynamique, grâce à la consommation des ménages et à l'investissement des entreprises, qui soutiendraient l'activité en 2024 et 2025.

d. Focus sur la consommation et inflation

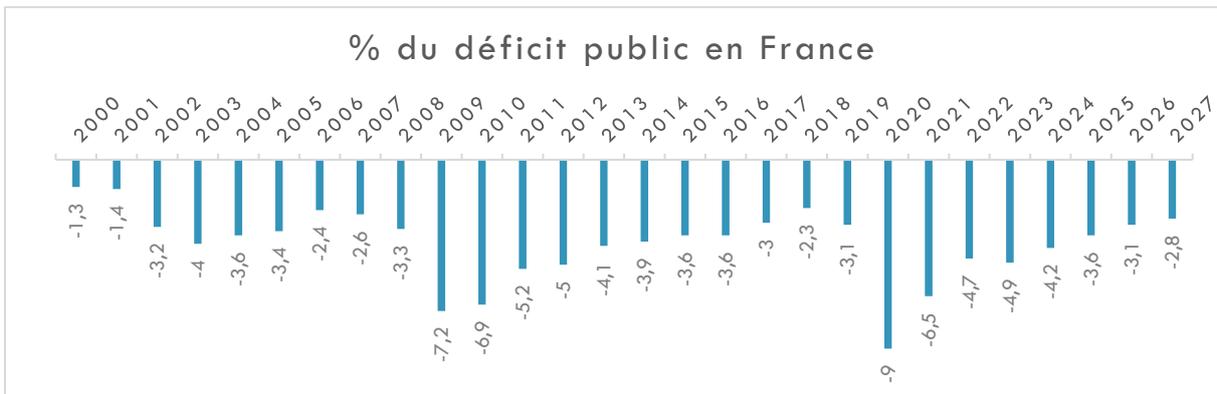
Selon la Banque de France, la consommation des ménages français connaîtrait une reprise progressive à partir de 2024, grâce à une amélioration du pouvoir d'achat. Celui-ci augmenterait de 0,7 % en 2024, après une hausse de 0,6 % en 2023. La Banque de France explique que « la progression du pouvoir

d'achat ne serait plus portée par l'emploi, mais par une accélération des salaires nominaux supérieure à celle de l'inflation»).

Par ailleurs, l'inflation continuerait de baisser lentement, passant de 5,8 % en 2023 à 2,6 % en 2024 et 2,1 % en 2025, selon les prévisions de la Banque de France, qui sont proches de celles du gouvernement. Ainsi, la France sortirait progressivement de la crise inflationniste, sans entrer en récession, mais en connaissant un ralentissement de son activité économique.

e. Focus sur le déficit public et l'endettement en France

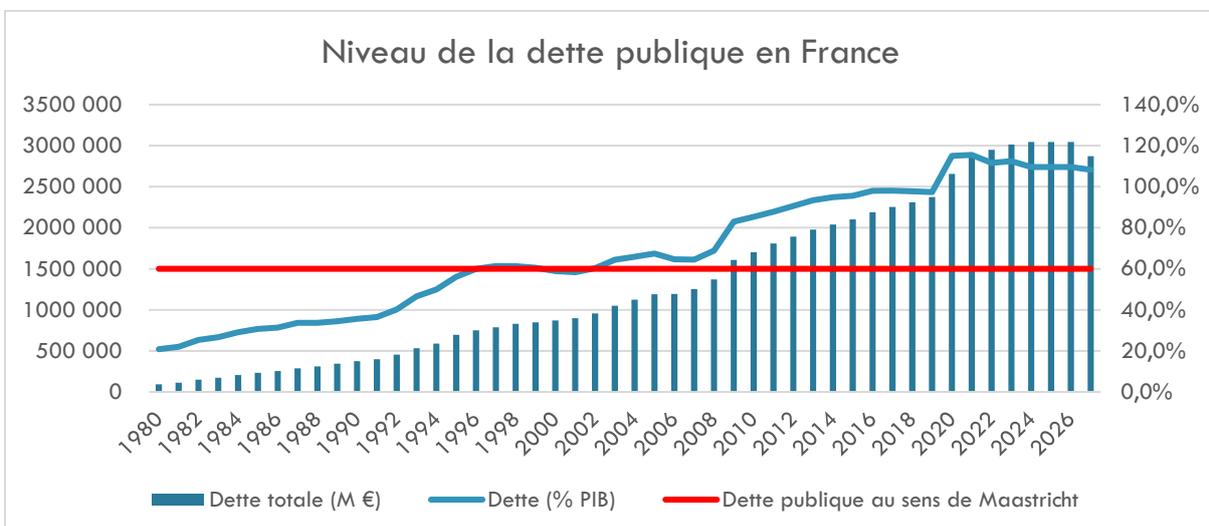
En France, l'objectif de déficit public est fixé à 3 % du PIB par le traité de Maastricht. Cependant, la France a dépassé cet objectif depuis 2009. Le gouvernement français a annoncé son intention de réduire le déficit public dans les années à venir, mais cette tâche s'annonce difficile, compte tenu de l'environnement économique actuel.



L'endettement de l'État français a connu une forte augmentation ces dernières années. En 2023, la dette publique française s'élevait à 3 013,4 milliards d'euros, soit 112,5 % du PIB. Cette augmentation est due à un certain nombre de facteurs, notamment la crise sanitaire de la COVID-19, qui a nécessité la mise en place de mesures de soutien à l'économie et la guerre en Ukraine.

L'augmentation de la dette publique française pose un certain nombre de risques, notamment liés à :

- Une augmentation des taux d'intérêt, ce qui pourrait rendre plus difficile le remboursement de la dette.
- Une diminution de la confiance des investisseurs, ce qui pourrait entraîner une baisse de la valeur des actifs et une diminution des investissements.
- Une augmentation de l'inflation, ce qui pourrait réduire le pouvoir d'achat des ménages.



Envoyé en préfecture le 13/11/2023

Reçu en préfecture le 13/11/2023

Publié le 13/11/2023

ID : 024-212400378-20231109-D20230121-DE



Envoyé en préfecture le 13/11/2023

Reçu en préfecture le 13/11/2023

Publié le 13/11/2023



ID : 024-212400378-20231109-D20230121-DE

LA LOI DE FINANCES 2024

Partie 2

La Loi de Finances et les Collectivités

A | La loi de programmation des finances publiques

Selon les prévisions du gouvernement, la croissance économique de la France ralentirait en 2023, pour atteindre +1% de PIB, sous l'effet du resserrement de la politique monétaire européenne. La demande intérieure resterait le principal moteur de l'activité, mais la consommation des ménages serait moins dynamique que les années précédentes et l'investissement des ménages et des entreprises diminuerait. L'inflation annuelle moyenne s'établirait à +4,2% en 2023, sous l'impact de la hausse des prix de l'énergie.

En 2024, la croissance du PIB rebondirait à +1,4%, grâce à une amélioration de l'environnement international et à une moindre pression inflationniste. L'inflation hors tabac se stabiliserait autour de 3,0%. La loi de programmation des finances publiques (LFPF) reconnaît le niveau élevé d'incertitude qui entoure ces projections, lié notamment à l'évolution de la situation en Ukraine et aux fluctuations des cours du pétrole et des énergies.

En matière de déficit public, la LFPF prévoit un déficit de 4,5% du PIB pour 2024, puis 4% en 2025.

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|-----------------------|------|------|------|------|------|
| Solde déficit public | -5,0 | -4,5 | -4,0 | -3,4 | -2,9 |
| Solde structurel | -4,0 | -3,7 | -3,4 | -3,1 | -2,8 |
| Ajustement structurel | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |

Afin de tenir cette trajectoire, le gouvernement prévoit une évolution du déficit public qui repose sur une diminution des dépenses des collectivités territoriales (diminution des dépenses entraînant une baisse du recours à l'emprunt et donc un désendettement), surtout à partir de 2026 : en tenant compte du cycle électoral, l'Etat anticipant une forte diminution des dépenses d'investissement, pour les années 2026-2027.

C'est ainsi que la dette publique des collectivités territoriales, en pourcentage du PIB, serait en recul continu sur la période, avec une baisse plus accentuée pour 2026-2027.

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|-------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Dette publique (en PIB) | 112,8 | 111,5 | 111,2 | 111,3 | 111,7 | 111,6 | 110,9 |
| Contribution des APUC | 92 | 92,2 | 93,2 | 94,6 | 96,3 | 97,8 | 99 |
| Contribution des APUL | 9,8 | 9,4 | 9,1 | 8,9 | 8,6 | 8,1 | 7,4 |
| Contribution des ASSO | 11 | 9,9 | 8,9 | 7,7 | 6,7 | 5,7 | 4,5 |

APUC : Administration d'Etat

APUL : Collectivités Territoriales et groupements

ASSO : Secteur social

Les projections de l'Etat sur l'évolution du déficit public sont donc basées sur une réduction des dépenses des collectivités territoriales (réduction des dépenses permettant la réduction du recours à l'emprunt et donc le désendettement), marquée en particulier à partir de 2026 : avec le cycle électoral, l'Etat s'attend à une forte réduction des dépenses, dont les dépenses d'investissement, pour les années 2026-2027.

Il faut également souligner que les administrations publiques centrales (APUC) se trouveraient, à l'opposé, dans une situation d'endettement : l'Etat prévoit une hausse de sa propre dette, qui devrait être contrebalancée par un désendettement des collectivités locales et des administrations du secteur social (nettement plus prononcé).

L'illustration du budget de l'Etat selon les maquettes empruntées par les collectivités permet d'illustrer l'ampleur de son déficit faisant apparaître en 2024 :

- Une épargne nette négative à hauteur de -74% des recettes de fonctionnement ;
- Un taux d'épargne brute négative de -30% ;
- Des intérêts de la dette qui s'emballent à partir de 2023 tout comme les dépenses de personnel ;
- Une annuité de la dette représentant 60% des recettes de fonctionnement (intérêts et capital).

| En milliards d'euros | Budget 2020 | Budget 2021 | Budget 2022 | Budget 2023 | Budget 2024 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Recettes de fonctionnement | 306,1 | 296 | 311,2 | 341,7 | 362,8 |
| <i>dont Impôts et taxes</i> | 291,8 | 271,2 | 292 | 314,3 | 345,1 |
| <i>dont autres recettes</i> | 14,3 | 24,8 | 19,2 | 27,4 | 17,7 |
| - Dépenses de fonctionnement | 338,1 | 384,3 | 387,9 | 414,3 | 418,7 |
| <i>dont charges à caractère général</i> | 52,7 | 56,7 | 59,3 | 68 | 67,7 |
| <i>dont dépenses de personnels</i> | 133,7 | 135,4 | 138 | 145,9 | 153,5 |
| <i>dont charges de gestion courante</i> | 95,5 | 128,6 | 127,6 | 138,9 | 138,1 |
| <i>dont reversements sur recettes pour l'UE</i> | 21,3 | 26,9 | 26,4 | 24,6 | 21,6 |
| <i>dont reversements sur recettes pour les collectivités</i> | 34,9 | 36,7 | 36,7 | 37 | 37,7 |
| = Epargne de gestion | -32,0 | -88,3 | -76,7 | -72,6 | -55,9 |
| - Intérêts de la dette | 38,6 | 37,1 | 38,4 | 51,7 | 52,2 |
| = Epargne brute | -70,6 | -125,4 | -115,1 | -124,3 | -108,1 |
| - Remboursement du capital | 138,7 | 129,4 | 152,9 | 159,6 | 162,9 |
| = Epargne nette | -209,3 | -254,8 | -268,0 | -283,9 | -271,0 |
| Dépenses d'investissements hors dette | 21 | 24,7 | 24,1 | 25,5 | 28,8 |
| + Dépenses financières | 14,6 | 1,9 | 1,6 | 12,8 | 0,2 |
| - Recettes d'investissement hors dette | 39,9 | 21,4 | 33,7 | 52,3 | 14,9 |
| = Besoin de financement des investissements | -4,3 | 5,2 | -8 | -14 | 14,1 |
| - Epargne nette | -209,3 | -254,8 | -268,0 | -283,9 | -271,0 |
| = Emprunt (d'équilibre) budgété | 205,0 | 260,0 | 260,0 | 270,0 | 285,0 |

Sans surprise, la LPPF indique que les collectivités territoriales devront contribuer à l'effort de réduction du déficit public, tout en ajoutant que les modalités pratiques de leur contribution sont en train d'être définies en concertation avec elles.

La participation se fera au travers des objectifs d'évolution des dépenses de fonctionnement, comme dans la dernière LPPF, avec une évolution théorique des dépenses réelles de fonctionnement de 0,5% inférieure à l'inflation hors tabac.

| Prévisions gouvernementales | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|-------------|-------------|-------------|--------------|--------------|
| <i>Evolution des Dépenses de fonctionnement des collectivités</i> | 3,8 | 2,5 | 1,6 | 1,3 | 1,3 |
| <i>Inflation hors tabac</i> | 4,3 | 3 | 2,1 | 1,75 | 1,75 |
| Delta | -0,5 | -0,5 | -0,5 | -0,45 | -0,45 |

B | Les dispositions de la loi de finances 2024 impactant la ville de BERGERAC

a. Article 24 : Fixation de la Dotation Globale de Fonctionnement pour 2024 et des variables d'ajustement.

Le montant de la DGF, principal concours financier de l'État aux collectivités, pour 2024 est fixé à 27,1 Mds d'euros, contre 26,9 Mds d'euros en 2023 correspondant à une hausse de +0,8%.

Loin de compenser l'inflation subie par le bloc communal, cet abondement de 220 M€ (après une hausse de 320 M€ en 2023) profitera aux communes et EPCI comme suit :

- 190 M€ seront consacrés aux mécanismes de péréquation horizontale que sont la dotation de solidarité rurale (DSR), qui bénéficiera d'une hausse de 100 M€, et la dotation de solidarité urbaine (DSU), qui recevra 90 M€ supplémentaires. En revanche, la dotation nationale de péréquation (DNP), qui assure une péréquation verticale entre l'Etat et les collectivités, ne sera pas augmentée ;
- Les 30 M€ restant permettront de financer 1/3 de la progression des 90 M€ de la dotation d'intercommunalité. Les 2/3 restants de la progression de la dotation d'intercommunalité (60 M€) seront financés par la réduction de la dotation de compensation.

A partir de 2025, cette répartition (190/30) entre dotations de péréquation communale et d'intercommunalité sera laissée à l'appréciation du Comité des Finances Locales (CFL).

Toutefois, pour permettre « la stabilisation » des concours financiers aux collectivités à la hauteur attendue par la loi de finances, les « variables d'ajustement » (i.e. ensemble de dotations et compensations d'exonérations fiscales) sont ponctionnées. Ainsi en 2024, tous les niveaux de collectivités sont concernés : les régions (- 30 millions), le bloc communal (- 27 millions) et les départements (- 10 millions).

La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) de chaque catégorie de collectivité sera minorée, de même que le fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) pour le bloc communal.

b. Article 58 : Répartition de la dotation pour les titres sécurisés

La dotation pour les titres sécurisés augmente fortement, atteignant 100M€ en 2024 au lieu de 52,7M€ en 2023. Les critères de répartition tiendront compte d'un aspect incitatif, qui est conservé, du nombre de titres délivrés et de la situation locale tenant à la demande de titres. Les modalités de répartition seront définies par décret.

c. Article 16 : Création de 2 redevances au profit des agences de l'eau

Créées afin d'assurer le financement du plan eau, décidé par le président de la République, ces 2 taxes seront à devoir par les communes et leur groupement et seront indexées chaque année sur l'inflation.

d. Evolution des valeurs locatives

Conformément à la loi, leurs réévaluations seront précisément connues fin novembre 2023. A moins d'un ajustement législatif peu probable ou d'un plafonnement voté à l'occasion, elles pourraient être de l'ordre de +4,5%.

e. Abondement de la DSIL

Le montant prévu pour la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) en 2024 est de 5,8 milliards d'euros. Il représente une augmentation de 20 % par rapport à 2023. Cette augmentation est destinée à soutenir les projets de transition écologique et de décarbonation dans les domaines des transports, de l'énergie, de l'environnement et de l'aménagement du territoire

f. Reconstitution du Fonds Vert

Créée en 2023, son montant passera de 2 milliards d'euros à 2,5 milliards l'an prochain.

g. Augmentation de l'enveloppe dédiée au FCTVA

Le fonds de compensation pour la TVA sera abondé en 2024 de 7 M€. Cette somme supplémentaire est directement liée à la reprise des investissements engagés par les collectivités à la suite de la période COVID. Il est à noter que les dépenses d'aménagement de terrains deviendront éligibles au remboursement de la part TVA.

C | Les autres dispositions

a. Article 6 : Exonération de Taxe Foncière durant 25 ans pour les logements sociaux

Instauration, non compensée pour le bloc communal, d'une nouvelle exonération de taxe foncière durant 25 ans pour les logements sociaux achevés depuis au moins 40 ans, lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation énergétique (passage d'un classement F ou G à B ou A).

b. Article 7 : Allègements fiscaux

Création d'un zonage unique dénommé « France Ruralités Revitalisation » fusionnant ZRR, BER, ZoRCoMir qui ouvrira des « allègements fiscaux simplifiés » aux investisseurs intervenant sur ces zones.

Prolongement de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements sociaux situés en quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

c. Article 8 : Baisse sur 4 ans de la CET et la CVAE

Étalement sur 4 ans de la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) avant suppression totale de cette cotisation en 2027.

Ajustement progressif à la baisse de la contribution économique territoriale (CET) sur 4 ans.

d. Article 9 : Encadrement de l'IFER

Plafonnement de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (Ifer) sur les réseaux de télécommunications fixes qui profitent aux régions.

e. Article 25 : THLV et Zones Tendues

Mise en place d'une compensation versée par l'Etat (24,7 M€ en 2024) au profit des communes et intercommunalités qui percevaient jusque-là la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) et qui, dans le cadre de la réforme du périmètre des zones tendues, perdent cette ressource.

f. Article 26 : Amendes de circulation en ZFE

Accompagnement financier des collectivités mettant en place des zones à faible émission (ZFE) et la possibilité de récupérer le produit des amendes générées par des systèmes de contrôle automatisés à compter de 2025.

g. Article 52 : Maintien du bouclier tarifaire

Dispositif qui permet de limiter la hausse des tarifs réglementés de l'électricité pour les collectivités ayant contractualisé une puissance inférieure ou égale à 36 kVa.

h. Article 54 : Suppression du fonds de soutien au développement des activités périscolaires (FSDAP)

i. Article 56 : Ajustement des indicateurs financiers des départements et nouvelle mécanique pour la répartition du fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) + Sécurisation en cas de sortie pour les communes percevant la dotation de solidarité rurale (DSR) et la dotation nationale de péréquation (DNP)

Lissage sur 3 ans de la prise en compte du remplacement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) par la TVA dans le potentiel financier des départements afin d'en limiter l'impact.

Remplacement du taux 2020 de foncier bâti départemental par un renforcement progressif jusqu'en 2027 de la pondération du revenu par habitant.

Sécurisation de l'entrée et sortie de la DSR fraction cible pour les communes rurales.

Garantie de sortie pour les communes qui perdent une partie de la DNP.

j. Article 57 : Abondement de la dotation « biodiversité »

+ 58 M€ pour les communes rurales (au sens de l'INSEE) dont une partie significative du territoire est couverte par une aire protégée

k. Article 59 : Réforme de la dotation particulière élu local

Rehaussement du seuil des communes éligibles passant de 3500 habitants à 10 000.

Envoyé en préfecture le 13/11/2023

Reçu en préfecture le 13/11/2023

Publié le 13/11/2023

ID : 024-212400378-20231109-D20230121-DE



Envoyé en préfecture le 13/11/2023

Reçu en préfecture le 13/11/2023

Publié le 13/11/2023



ID : 024-212400378-20231109-D20230121-DE

SITUATION DE LA COMMUNE

Partie 3

La situation de notre Collectivité

A | L'exécution budgétaire 2023

Le résultat dégagé par l'exécution budgétaire 2022 a servi à financer la totalité des investissements comme souhaité par la municipalité.

Durant cet exercice 2023, le résultat de l'exercice devrait malgré l'inflation se situer dans les mêmes proportions qu'en 2022, aux alentours de 3 500 K€. La Ville de Bergerac a subi les effets négatifs de la conjoncture économique :

- mesures catégorielles en faveur des agents (revalorisation du point d'indice de 1,5 % au 1er juillet 2023 pour un coût supplémentaire de 123 000 €. Le point d'indice est ainsi passé de 4,85 € à 4,92278333 €) ;
- hausse des bas salaires jusqu'à 9 points d'indice (agents des catégories C et B correspondant aux indices 367 à 396) ;
- revalorisation du SMIC de 1,81 % au 1er janvier 2023 et de 2,2 % au 1er mai pour atteindre 11,52 € brut de l'heure.
- Persistance des tensions sur les fluides en 2023.

Des mesures de sobriété ont été arrêtées. Ont ainsi été baissées les températures dans tous les bâtiments communaux (avec une attention particulière pour les résidences autonomie où la température est fixée à 21° et dans les écoles maternelles où elle est fixée à 20°). Le plan éclairage public, avec une extinction totale entre 0h30 et 6h du matin est opérationnel depuis mai 2023. Parmi les autres mesures mises en place, la Ville a décidé l'arrêt des fontaines de la Ville, le changement des ampoules à incandescence par des ampoules LED, l'eau chaude sanitaire a été ramené à 55° au lieu de 60°.

Pour ce qui est de l'utilisation des véhicules de service, les déplacements à l'extérieur de Bergerac sont limités et un recours à la visioconférence est encouragé, dans la mesure du possible. Les agents municipaux sont désormais habitués à ce travail en distanciel, depuis la période COVID. Les appareils de chauffage d'appoint sont interdits dans les locaux municipaux.

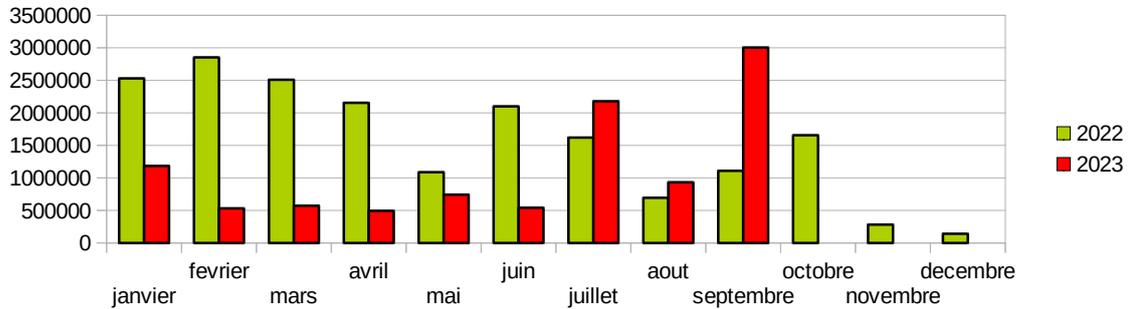
Parmi les faits marquants de l'année, la Ville a ouvert durant l'été la totalité du pôle patrimonial et culturel Dordonha. 15 000 visiteurs ont d'ores et déjà fréquenté le site durant la saison estivale. Le site est doté à l'intérieur d'un Café des Musées, dont la gestion a été confiée par délégation de service public, d'une durée de 4 ans, au Restaurant Le Kristo.

La cuisine centrale a déménagé dans ses nouveaux locaux, situés à l'ESCAT, depuis le 18 juillet avec un équipement modernisé, nécessairement plus performant qui contribue grandement à l'amélioration des conditions de travail de l'équipe. Par ailleurs, la Ville de Bergerac est investie dans le programme Excellence Alimentaire du Grand Bergeracois dont le but est de manger bio et local et de favoriser les circuits courts. Bergerac est labellisé « Territoire bio engagé » depuis 2020.

S'agissant des travaux d'investissement, les dépenses devraient atteindre entre 10 500 K€ à 11 000 K€ soit 1 000 à 1 500 K€ en plus par rapport à 2022, avec l'achèvement de plusieurs opérations structurantes : réaménagement de la Place Gambetta, Dordonha, halle de centre-ville, terrain en gazon synthétique du site sportif du Barrage (Pont Roux), vestiaire de La Catte, démolition de la barre commerciale de Naillac, complexe Georges Charpak, nouveau terrain de rugby sur le site de Picquecailloux, poursuite des travaux dans les églises, poursuite des travaux visant les économies d'énergie dans les bâtiments publics.

B | La trésorerie

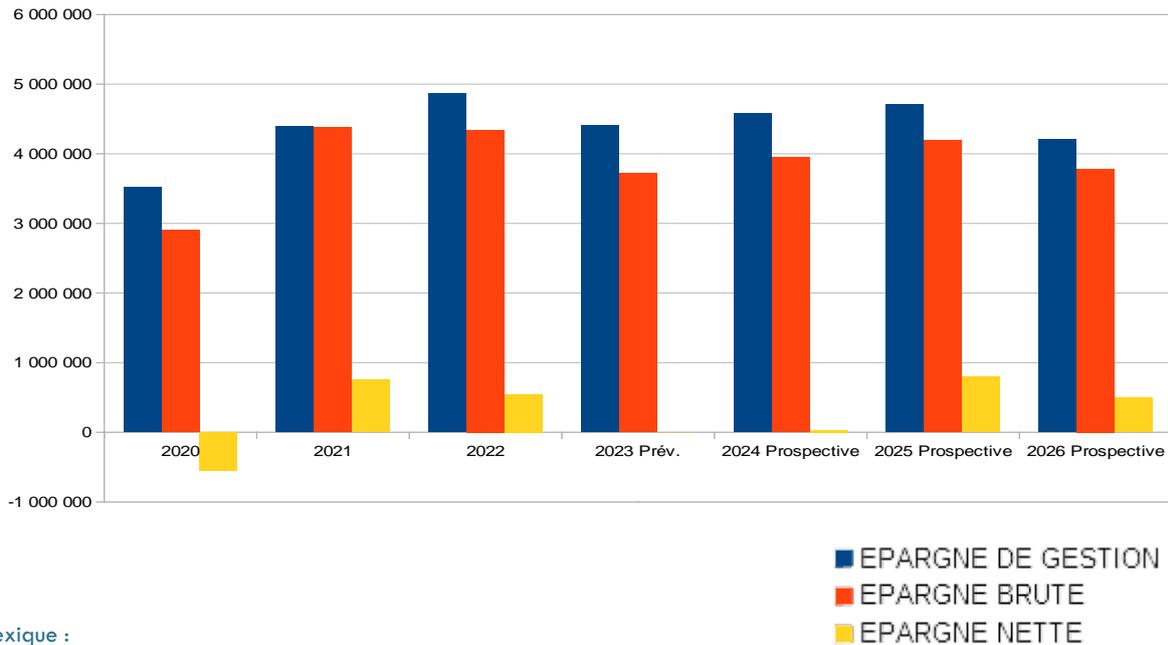
La Ville a eu recours à une ligne de trésorerie à hauteur de 3 000 K€..



Le délai global de paiement moyen (comprenant les délais de l'ordonnateur et du comptable) à fin septembre 2023 se situe à 29,20 jours (il était de 21,41 jours en septembre 2022) quand la moyenne de la strate est de 26,45 jours, fin septembre 2023. Dans ce délai, celui du comptable est passé de 3,35 jours à 4,32 jours.

C | Les niveaux d'épargne

Les niveaux d'épargne se sont maintenus en 2022 à un niveau positif malgré le contexte inflationniste, avec une épargne nette à 540 K€. L'objectif pour 2023 est de poursuivre dans cette trajectoire.



Lexique :

- L'épargne de gestion : elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie et hors charges d'intérêts. Elle mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante hors frais financiers.
- L'épargne brute : elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie (= épargne de gestion) moins les charges d'intérêts. Appelée aussi autofinancement brut, l'épargne brute est affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissement (en priorité, le remboursement de la dette, et pour le surplus, les dépenses d'équipement)
- L'épargne nette : elle correspond à l'épargne de gestion après déduction de l'annuité de la dette, ou épargne brute après déduction des remboursements de dette. L'annuité et les remboursements sont pris hors gestion active de la dette. Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette.

Envoyé en préfecture le 13/11/2023

Reçu en préfecture le 13/11/2023

Publié le 13/11/2023

ID : 024-212400378-20231109-D20230121-DE



LE BUDGET 2024

Partie 4

La préparation du budget 2024

Nouveauté en 2024, toutes les collectivités, quelle que soit leur taille et leur type adoptent le même référentiel comptable. Le budget va donc être élaboré avec le nouveau référentiel comptable M57. Cette nomenclature ne modifie pas en profondeur les pratiques antérieures. Quelques articles comptables sont modifiés. Les grands principes en vigueur avec le référentiel M14 restent d'actualité en M57. Les dépenses et recettes exceptionnelles sont supprimées, tout comme le chapitre des dépenses imprévues.

La préparation de ce budget s'effectue toujours dans un contexte inflationniste important. Les coûts de l'énergie continuent d'avoir un impact important sur les charges à caractères général, malgré les mesures de sobriété mises en place. Les dépenses courantes se limitent désormais quasi exclusivement à des dépenses réglementaires et contractuelles.

La dynamique des recettes repose sur la seule taxe foncière acquittée par les propriétaires et dans une plus faible mesure sur la hausse des tarifs des services. La revalorisation des bases fiscales devrait suivre le taux d'inflation, le projet de loi de finances ne prévoyant pas, à ce jour, de plafonner la hausse.

La Ville est également impactée par le retrait des assureurs du marché des collectivités. A ce titre, l'assureur de la Ville pour la partie dommages aux biens a annoncé la résiliation du contrat au 31 décembre 2023, soit un an avant la fin de la durée légale du marché public. Une nouvelle consultation vient d'être lancée avec une réelle incertitude quant aux nouveaux coûts et notamment en raison de notre sinistralité largement impactée par l'incendie d'une partie de l'abattoir municipal en date du 13 janvier 2020.

S'agissant de la masse salariale, la hausse du point d'indice aura un impact en année pleine évalué à 246 000 € auquel s'ajoute une revalorisation de 5 points d'indice majoré à tous les agents fonctionnaires et titulaires à compter du 1er janvier 2024 pour un coût annuel chargé évalué à 240 000 €. Selon les dernières prévisions, le taux du SMIC ne devrait pas être actualisé au 1er janvier. Sur les charges patronales, il est prévu une revalorisation de 1 % de la part patronale CNRACL, passant ainsi le taux à 31,65 %.

S'agissant du recours à l'emprunt, la hausse des taux impacte fortement les charges financières. Le taux d'emprunt est ainsi passé de 0,93 % pour un emprunt sur 20 ans en février 2022 à un taux hors marges bancaires avoisinant les 4 %, à octobre 2023. Ce taux est supérieur de 2 points au taux proposé à l'État pour ses propres emprunts, cet écart s'expliquant par les volumes empruntés qui permettent une négociation plus favorable pour l'Etat.

La cuisine centrale fonctionne pour l'instant à périmètre constant (restauration scolaire, portage des repas à domicile, repas des résidences autonomie, des étudiants du campus connecté, de la maison d'accueil temporaire...). Un grand nombre de partenaires se manifeste pour s'approvisionner auprès de ce nouvel équipement. La gestion financière s'effectue pour l'instant via le budget de la Ville. Une réflexion est engagée afin de pouvoir isoler les coûts de fonctionnement dans un budget annexe, permettant ainsi d'optimiser le coût de revient des repas grâce à un volume plus important.

A | Les recettes de fonctionnement

a. La fiscalité directe locale

Les taux de fiscalité communaux resteront inchangés en 2024. Seule la revalorisation des bases votée lors de l'adoption de la Loi de Finances pour 2024 déterminera le montant des recettes issues de la fiscalité. A titre d'information, le taux d'inflation prévisionnel pour 2023 devrait s'établir autour de 4,49 %, selon les indications connues à ce jour.

| Type de taxe | VILLE DE BERGERAC | | | TAUX MOYEN AU NIVEAU NA- TIONAL* | TAUX MOYEN AU NIVEAU DÉ- PARTEMENTAL* |
|--|-------------------|----------|----------|--|---|
| | 2022 | 2023 | 2024 | Données 2022 | Données 2022 |
| Millésimes | | | | | |
| Taxe foncier bâti | 54,74% | 54,74% | 54,74% | 38,28% | 55,25% |
| Taxe foncier non bâti | 121,80 % | 121,80 % | 121,80 % | 50,44% | 88,83% |
| Taxe habitation lo- gements vacants et résidences secon- daires | | 13,89 % | 13,89 % | 22,98% | 19,13% |

* toutes strates confondues

La fiscalité perçue en 2022 se monte à 17 243 794 € et en 2023, ce montant est estimé 18 105 717 €.

La taxe sur les friches commerciales est toujours en vigueur avec un taux maximum de 20 % la 1^{ère} année, 30 % la 2^{ème} année et 40 % la 3^{ème} année.

b. Les concours de l'État

Le montant de la dotation forfaitaire devrait rester à un niveau quasi constant (3 326 K€) par rapport à 2023 avec pour seule variation la population de Bergerac (environ -10 K€).

La dotation de solidarité urbaine devrait avoir une évolution positive de 4,23 % en 2024 avec une estimation à 1 192 K€.

La dotation nationale de péréquation devrait également subir une baisse de 10 K€, avec un montant estimé à 658 K€.

Les compensations d'exonération restent encore et toujours incluses dans les variables d'ajustement de l'État. En cumul, là où la Ville devrait percevoir 1 996 311 €, elle n'a été compensée qu'à hauteur de 1 054 203 €, comme détaillé ci-dessous au titre de 2023 :

Taxe sur le foncier non bâti 2023 (compensation de l'Etat)

| | Bases exonérées | Taux | Compensation 2023 avant minoration | Coefficient minoration | Compensation 2023 après minoration |
|------------------------------|-----------------|----------|------------------------------------|------------------------|------------------------------------|
| Abattements terres agricoles | 38 709 | 123,40 % | 47 767 | 0,691201 | 33 017 |
| longue durée (bois) | 9 352 | 121,80 % | 11 391 | 0,069697 | 794 |
| SOUS TOTAL 1 | 48 061 | | 59 158 | | 33 810 |

Taxe sur le foncier bâti – 2023 (compensation de l'Etat)

| | Bases exonérées | Taux | Compensation 2023 avant minoration | Coefficient minoration | Compensation 2023 après minoration |
|---------------------------------------|------------------|---------|------------------------------------|------------------------|------------------------------------|
| personne de condition modeste | 1 326 594 | 41,26 % | 547 353 | 0,069697 | 38 149 |
| quartier politique de la Ville | 7 860 | 57,92 % | 4 553 | 0,263946 | 1 202 |
| logement social | 676 552 | 54,74 % | 370 345 | 0,069697 | 25 812 |
| Abattement 50 % bâtiments industriels | 1 580 198 | 60,45 % | 955 230 | 1,000000 | 955 230 |
| SOUS TOTAL 2 | 3 591 204 | | 1 877 479 | | 1 020 392 |
| TOTAL TFNB – TFB | 3 639 265 | | 1 936 637 | | 1 054 202 |

c. Les recettes issues de la tarification des services

La Ville a décidé d'appliquer une hausse de 5,9 % (correspondant au taux d'inflation arrêté au mois d'avril 2023) à tous les services pour la période du 1er septembre 2023 au 31 août 2024. Pour mémoire, en 2022, la Ville avait fait le choix d'augmenter le prix des services publics au taux de 3.1% (taux inférieur au taux d'inflation 2022 qui s'est établi à 5.2 %).

Les salles Anatole France et Louis Delluc ne sont plus proposées à la location, l'une étant démolie en vue de la construction du Centre Événementiel et l'autre est en travaux pour une transformation en DOJO.

d. Synthèse

Globalement, pour les recettes de fonctionnement, le récapitulatif par grandes masses peut se résumer ainsi :

| Type de recettes | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | RÉALISÉ | RÉALISÉ | RÉALISÉ | ATTERIS-SAGE PREVI-SIONNEL | PREVISION-NEL | PROSPEC-TIVE | PROSPEC-TIVE |
| Produits des services | 3 924 473 | 4 635 369 | 4 421 501 | 4 400 000 | 4 679 000 | 4 747 000 | 4 747 000 |
| Fiscalité | | | | | 19 638 500 | 20 200 000 | 20 400 000 |
| Impôts et taxes | 22 020 283 | 22 918 936 | 23 783 634 | 24 260 000 | 5 505 000 | 5 600 000 | 5 650 000 |
| Dotations Subventions | 7 323 243 | 7 523 315 | 7 151 111 | 7 340 000 | 7 414 000 | 7 500 000 | 7 500 000 |
| Autres produits (hors cessions) | 766 116 | 781 938 | 410 283 | 832 000 | 553 900 | 646 500 | 646 500 |
| Produits financiers | 77 033 | 32 028 | 23 664 | 15 000 | 15 000 | 5 500 | 800 |
| TOTAL | 34 111 148 | 35 891 586 | 35 790 193 | 36 847 000 | 37 805 400 | 38 699 000 | 38 944 300 |

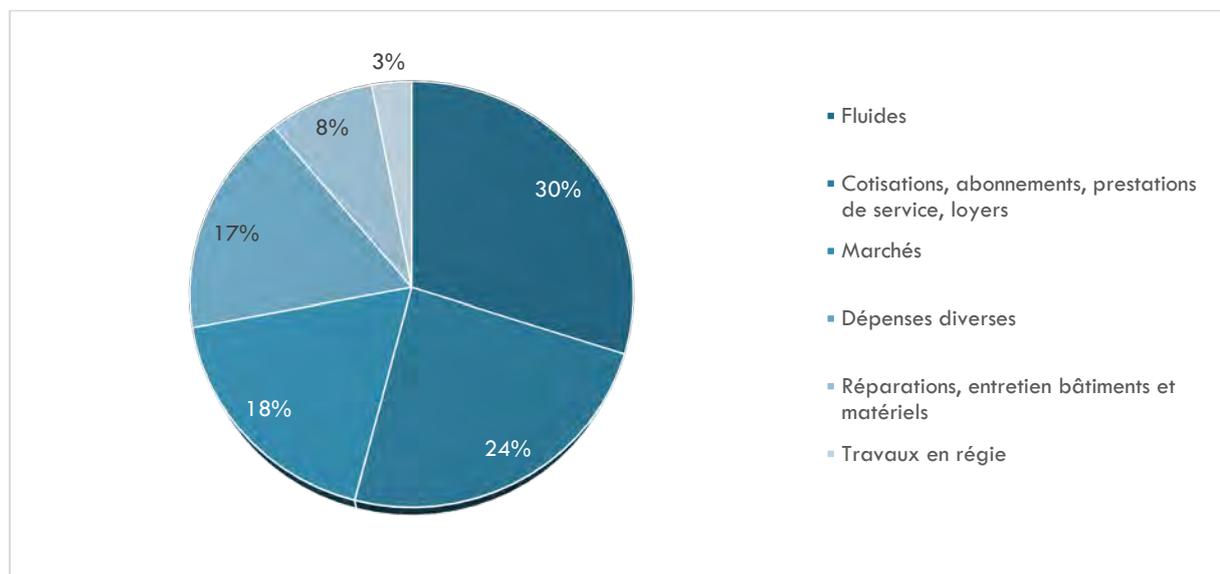
B | Les dépenses de fonctionnement

a. Les charges à caractère général

Elles sont contenues avec la plus grande rigueur. Une hausse prévisionnelle de 1 % est envisagée, par rapport au total voté pour 2023. Les mesures de sobriété énergétique restent en vigueur afin de contenir les dépenses liées aux fluides.

Les animations 2023 telles que Bergerac en scène, les Estivales, la Fête de la Musique... sont reconduites en 2024. Un événement exceptionnel, en partenariat avec les pépinières Desmartis, ayant pour thèmes les 150 ans du lagerstroemia, verra une déclinaison d'actions durant toute l'année.

Les dépenses contraintes représentent plus de 80% du total des charges à caractère général. Elles sont réparties comme suit :



Il est à noter que les fluides pèsent pour 30% et représentent la famille de dépenses la plus importante des charges à caractère général.

b. Les dépenses de personnel

En 2023, plusieurs augmentations de rémunération ont été opérées avec deux augmentations du SMIC en janvier et mai 2023, une nouvelle augmentation du point d'indice de 1,5 % ainsi qu'une revalorisation de plusieurs grilles en catégorie C et B augmentant jusqu'à 9 points d'indice certains agents.

En 2024, le budget de la masse salariale sera impacté par l'effet « année pleine » de la revalorisation de 1,5 % du point d'indice de 2023, consentie en juillet. De plus, une nouvelle revalorisation de 5 points d'indice majorés par agent prévue, dès le mois de janvier, aura un impact de près de 240 000 € pour la collectivité.

Sur la ligne des primes, la hausse prévue s'explique par l'organisation des élections européennes, l'effet « année pleine » de la revalorisation de 1,5 % qui impacte le complément de rémunération versé deux fois par an ainsi que par la montée en puissance des gardes des médecins municipaux, auprès de la maison de garde de Bergerac.

| Détail des articles principaux | Année 2022 | Année 2023 (mandaté 10 mois + Simulation nov./déc.) | Année 2024 (propositions budgétaires) |
|--|---------------------|--|--|
| Traitements des fonctionnaires | 10 001 413 € | 9 981 517 € | 10 300 000 € |
| NBI - SFT | 214 851 € | 206 584 € | 210 000 € |
| Primes et indemnités | 1 945 737 € | 1 848 188 € | 1 975 000 € |
| Rémunérations des contractuels dont TAPS | 1 283 896 € | 1 318 406 € | 1 300 000 € |
| Rémunération des personnels extérieurs (enseignants) | 80 645 € | 66 895 € | 65 000 € |
| Rémunération des emplois aidés/apprentis | 79 393 € | 52 814 € | 43 000 € |
| Charges patronales (transport, FNAL, CDG, CNFPT, URSSAF, ASSEDIC, caisses de retraite, assurance du personnel) | 5 632 767 € | 5 599 513 € | 5 545 000 € |
| Médecine du travail | 6 193 € | 6 435 € | 7 000 € |
| Participation prévoyance | 54 467 € | 49 591 € | 50 000 € |
| Versées directement (décès, chômage) | 12 000 € | 34 415 € | 25 000 € |
| TOTAL Chapitre 012 | 19 311 362 € | 19 164 358 € | 19 520 000 € |
| Evolution par rapport à l'année précédente | | -147 004 € soit - 0,76 % | 355 642 € soit + 1,86 % |

a. Les avantages en nature

- **Les logements** : 2 agents en 2023 pour un montant de 12 779 € (de janvier à octobre 2023).
- **Les repas** : 40 agents en 2023 pour un montant de 7 704 € (de janvier à octobre 2023).

b. Les effectifs

a. Évolution des effectifs permanents depuis 2021

| EFFEC-TIFS | au 31/12/2021 | | | | au 31/12/2022 | | | | au 31/12/2023 | | | | PROJECTION au 31/12/2024 | | | |
|-----------------------------|---------------|-------------|-------------|-------|---------------|-------------|-------------|--------------|---------------|-------------|-------------|--------------|--------------------------|-------------|-------------|-------------|
| | Catégorie A | Catégorie B | Catégorie C | TOTAL | Catégorie A | Catégorie B | Catégorie C | TOTAL | Catégorie A | Catégorie B | Catégorie C | TOTAL | Catégorie A | Catégorie B | Catégorie C | TOTAL |
| Fonctionnaires | 16 | 49 | 360 | 425 | 17 | 49 | 350 | 416 (-9) | 15 | 53 | 340 | 408 (-11) | 15 | 55 | 345 | 415 (+7) |
| Emplois fonctionnels | 2 | - | - | 2 | 2 | - | - | 2 (=) | 2 | - | - | 2 (=) | 2 | - | - | 2 (=) |
| Collab. Cabinet | 1 | - | - | 1 | 1 | - | - | 1 (=) | 1 | - | - | 1 (=) | 1 | - | - | 1 (=) |
| Contractuels publics | 7 | 4 | 8 | 19 | 6 | 3 | 7 | 16 (-3) | 6 | 1 | 7 | 14 (-2) | 6 | 2 | 7 | 15 (+1) |
| TOTAL | | | | 447 | | | | 435 (-12) | | | | 425 (-10) | | | | 433 (+8) |

b. Évolution des effectifs non permanents depuis 2021

| Type | Effectifs au 31/12/2021 | Effectifs au 31/12/2022 | PROJECTION au 31/12/2023 | PROJECTION au 31/12/2024 |
|-------------------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Contrats aidés Apprentis | 5 | 4 | 4 | 4 |
| Adulte relais | 2 | 1 | 1 | 0 |
| Contractuels remplaçants | 9 | 17 | 18 | 10 |
| Contractuels temporaires TAPS | 42 | 44 | 49 | 42 |
| Contractuels temporaires AESH | 0 | 3 | 6 | 6 |
| Vacataires | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Personnel Enseignant | 39 | 31 | 31 | 31 |
| TOTAL | 99 | 102 | 111 | 95 |

c. *Évolution des départs à la retraite depuis 2021*

| Année | Nombre de départs à la retraite |
|-----------------|---------------------------------|
| 2021 | 25 agents |
| 2022 | 19 agents |
| 2023 | 19 agents |
| Prévisions 2024 | 8 agents |

d. *Prévisions de départs à la retraite des fonctionnaires*

| | Départs 2021 |
|---|--------------|
| Sur 40 agents fonctionnaires âgés de 62 ans et + (âge légal de départ à la retraite) | 25 |
| % sur effectif fonctionnaire 2021 (427 agents) | 5,85% |
| Fonctionnaires âgés de 65 à 67 ans (âge limite de départ à la retraite) | 4 |

| | Départs 2022 |
|---|--------------|
| Sur 26 agents fonctionnaires âgés de 62 ans et + (âge légal de départ à la retraite) | 19 |
| % sur effectif fonctionnaire 2022 (418 agents) | 4,54% |
| Fonctionnaires âgés de 65 à 67 ans (âge limite de départ à la retraite) | 2 |

| | Départs 2023 |
|---|--------------|
| Sur 32 agents fonctionnaires âgés de 62 ans et + (âge légal de départ à la retraite) | 19 |
| % sur effectif fonctionnaire 2023 (410 agents) | 4,63% |
| Fonctionnaires âgés de 65 à 67 ans (âge limite de départ à la retraite) | 1 |

c. Les subventions de fonctionnement aux associations

La Ville accompagne au mieux les associations ; l'enveloppe consacrée aux subventions reste identique aux années précédentes à hauteur de 950 K€. Conformément à l'accord passé avec les dirigeants de l'ADIC, la bourse emploi s'est achevée en 2023. Il ne reste plus désormais que le volet subvention de fonctionnement.

d. Les autres dépenses de fonctionnement

Parmi les autres dépenses de fonctionnement le contingent incendie est estimé à 1 780 K€, la variation de la population devrait limiter la hausse dont le taux suit le taux de l'inflation.

Le poste des intérêts de la dette avec la dégradation des taux est devenu un poste difficile à maîtriser. Sans augmentation du montant d'endettement et malgré une répartition à hauteur de 80 % de taux fixe – 20 % de taux variable, ce poste est envisagé avec une augmentation de plus de 10 %.

e. Synthèse

| Postes | 2020 RÉALISÉ | 2021 RÉALISÉ | 2022 RÉALISÉ | 2023 ATTERIS- SAGE PREVI- SIONNEL | 2024 PREVI- SION | 2025 PROS- PECTIVE | 2026 PROS- PECTIVE |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---|---------------------|-----------------------|-----------------------|
| Charges à caractè- re général | 5 679 724 | 6 048 237 | 6 568 181 | 7 642 000 | 7 878 000 | 7 950 000 | 8 200 000 |
| Dépenses de personnel | 19 579 228 | 19 313 513 | 19 305 728 | 19 150 000 | 19 531 000 | 19 730 000 | 20 000 000 |
| Autres charges | 4 937 628 | 5 220 482 | 5 204 075 | 5 514 000 | 5 691 000 | 5 700 000 | 5 750 000 |
| Intérêts de la dette | 606 789 | 538 509 | 535 150 | 782 000 | 809 000 | 800 000 | 800 000 |
| Autres | 407 698 | 389 609 | 285 149 | 257 414 | 36 000 | 40 000 | 40 000 |
| TOTAL | 31 211 067 | 31 510 350 | 31 898 283 | 33 345 414 | 33 945 000 | 34 220 000 | 34 790 000 |

f. L'objectif global des dépenses de fonctionnement

L'article 13 de la loi de programmation des finances publiques du 22 janvier 2018 prévoit que la trajectoire des dépenses réelles de fonctionnement soit décrite. Elle est présentée ci-dessous en euros courants et constants (corrégés de l'inflation prévisionnelle) afin d'avoir une vision finale de leur évolution :

| EXERCICES | CA 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|--------|
| Dépenses Réelles de Fonctionnement en K€ | 31 211 | 31 604 | 31 898 | 33 470 | 33 945 | 34 220 | 34 790 |
| Variation en € cou- rant | -1,07 % | 1,26 % | 0,93 % | 4,93 % | 1,42 % | 0,81 % | 1,67 % |
| Inflation | 0,50 % | 1,80 % | 5,20 % | 5,70 % | 3,20 % | 2,10 % | 1,50 % |
| Variation en € cons- tant | -1,56 % | -0,56 % | -4,32 % | -1,05 % | -1,83 % | -1,31 % | 0,14 % |

C | La section d'investissement

a. Les recettes

a. Le produit des amendes de police

Depuis la mise en place des forfaits post-stationnement au 1er janvier 2018, ce produit correspond à la part de recettes versées au titre des infractions au code de la route. En 2023, la valeur unitaire du produit est inchangée par rapport à 2022, soit 45,63 €. 4 954 procès-verbaux avaient été dressés en 2022. La même recette est envisagée pour l'année 2024 (250 000 €).

b. Les subventions

La recherche de subventions reste l'outil indispensable aux financements des investissements inscrits au plan pluriannuel des investissements. Il est à noter qu'un grand nombre d'opérations structurantes inscrites au plan pluriannuel des investissements est éligible à des financements d'Etat (DSIL et fonds verts notamment). L'hypothèse de financements retenue est celle de subvention à hauteur de 30 % du montant HT des travaux.

Pour mémoire, la DSIL perçue au titre de l'année 2022 se monte à 374 877 € et celle perçue au titre de l'année 2023 est 853 115 €. En 2023, un équivalent temps plein a été consacré à la recherche de financements des opérations d'investissement.

c. Le programme de cessions

La politique de cession ambitieuse reste en vigueur pour 2024. Divers aléas ont retardé la mise en vente des biens. Il est envisagé pour 2024 un montant de cessions d'environ 1 000 K€ avec notamment la cession de l'ancien Office de Tourisme Rue Neuve d'Argenson, du hangar Rue Paul Pastor et du bâtiment Boulevard Albert Claveille.

d. Le virement de la section de fonctionnement vers la section d'investissement et les autres recettes

Le virement prévisionnel, après prise en compte de toutes les recettes et de toutes les dépenses estimées de la section de fonctionnement est envisagé à 2 500 K€, auquel s'ajoute le montant de la dotation aux amortissements à hauteur de 2 000 K€. Désormais avec la mise en place du référentiel M57, les amortissements se calculent au prorata temporis pour les acquisitions effectuées à compter du 1er janvier 2024.

Cet autofinancement permet de couvrir le remboursement du capital de la dette estimé à 4 100 K€ pour 2024.

Le fonds de compensation de la TVA se monterait aux environs de 1 300 K€, soit une forte hausse par rapport à 2023, en raison de la hausse des dépenses d'investissement réalisées en 2022.

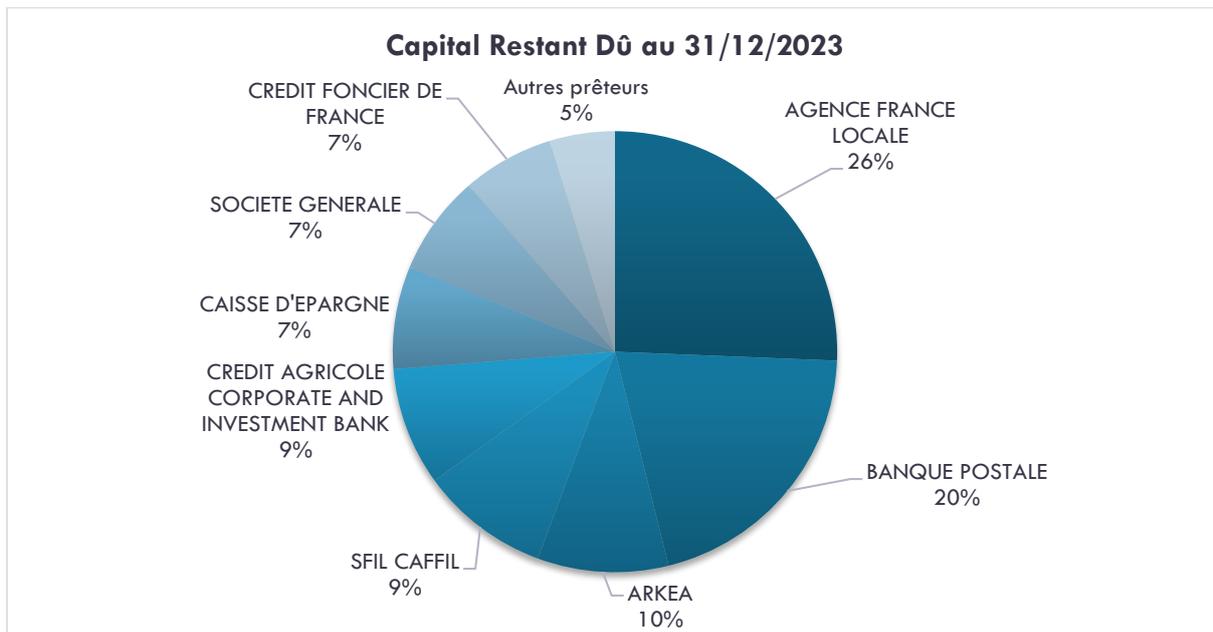
b. Focus sur les emprunts

a. La situation de la dette au 31 décembre 2023

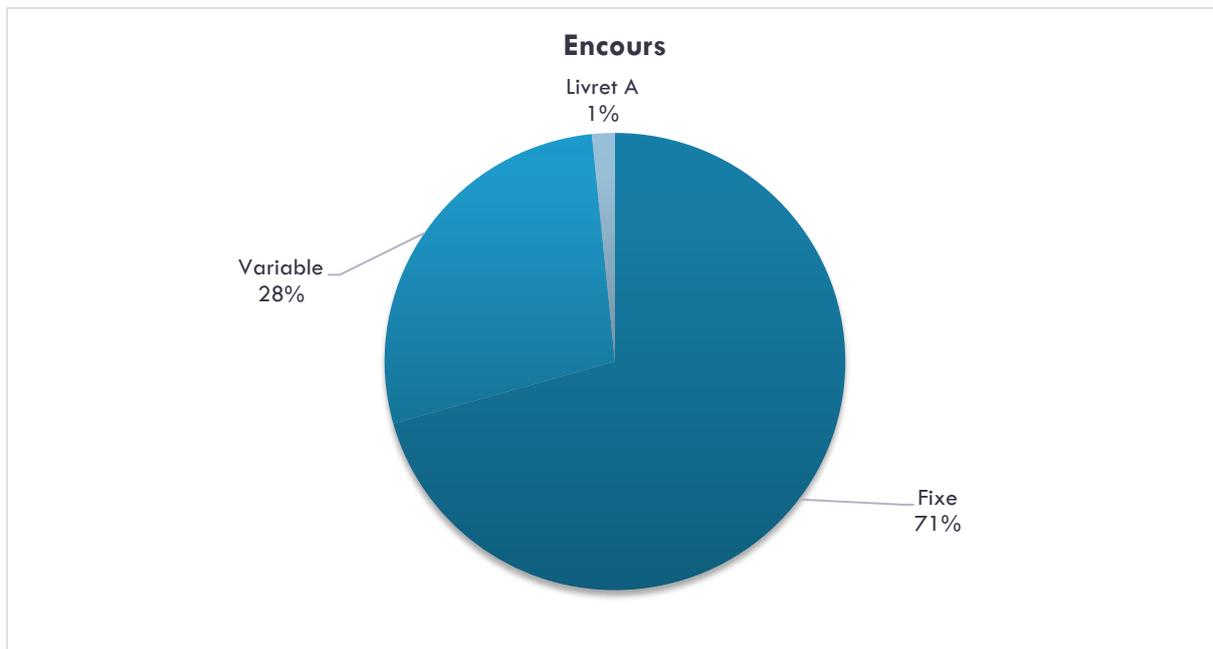
Il reste un emprunt compris entre 1 000 K€ et 1 500 K€ à réaliser avant la fin de l'année 2023, afin de couvrir le montant des dépenses d'investissement réalisées d'ici le 15 décembre. Le capital restant dû au 31 décembre devrait être de 32 103 K€.

| | 31/12/2019 | 31/12/2020 | 31/12/2021 | 31/12/2022 | 31/12/2023 | 31/12/2024 | 31/12/2025 |
|--------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|
| | Réalisé | Réalisé | Réalisé | Réalisé | Prévision | Prévision | Prospective |
| Total capital restant dû | 32 725 | 32 109 | 31 108 | 31 961 | 32 203 | 32 822 | 32 200 |

b. La répartition par prêteurs



c. La répartition par structure de dette



d. La dette par type de risque

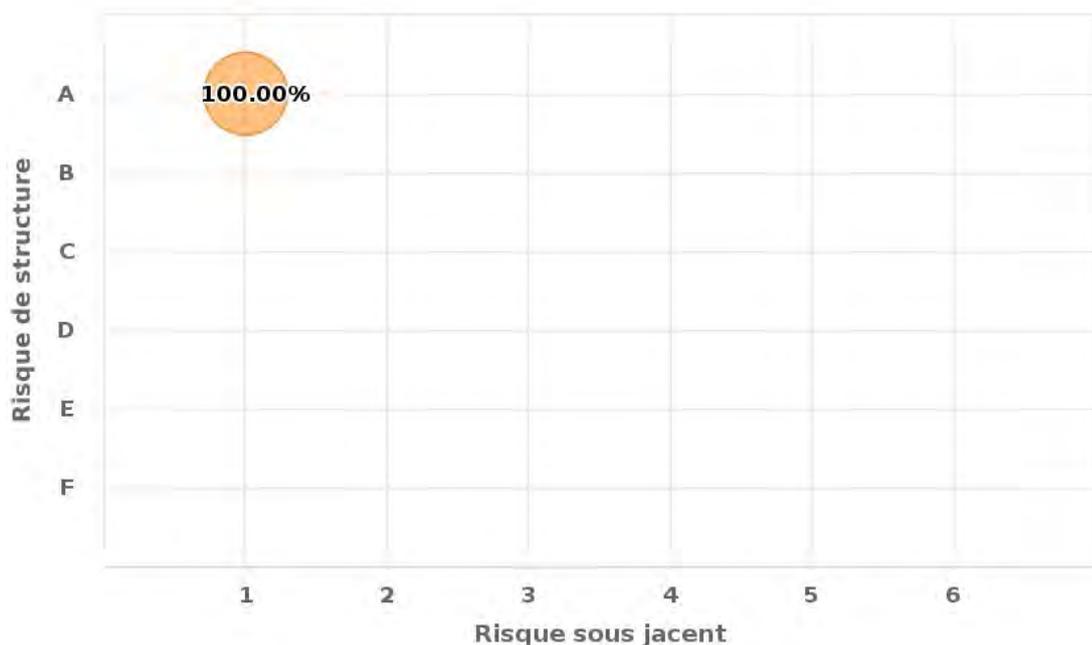
| Type | Encours | % d'exposition | Taux moyen (Ex/Ex, Annuel) | Type |
|-----------------------------|---------------------|----------------|----------------------------|-----------------------------|
| Fixe | 21 964 013 € | 70,62% | 1,87% | Fixe |
| Variable | 8 639 397 € | 27,78% | 4,84% | Variable |
| Livret A | 500 000 € | 1,61% | 7,35% | Livret A |
| Ensemble des risques | 31 103 410 € | 100,00% | 2,78% | Ensemble des risques |

Evaluation au 31/12/2023 ne tenant pas compte d'un emprunt restant à réaliser

En 2023, un emprunt de 3 000 K€ a été souscrit auprès de Arkéa entreprises et institutionnels, au taux variable EURIBOR 3M flooré à 0 + marge 0,70 %.

e. La charte GISSLER

La totalité des encours est classée 1A, c'est-à-dire des emprunts en euros à taux fixe simple, taux variable simple, etc. La structure de la dette de la Ville de Bergerac ne comporte aucun emprunt à risque.



c. Les dépenses d'investissement

Le plan pluriannuel des investissements (PPI) 2023-2027 est retracé dans le tableau de joint en annexe. Ce PPI est enrichi d'une présentation par politiques publiques pour les opérations structurantes. Pour 2024, elles se ventilent en :

a. Les opérations structurantes

- Plan écoles - Plan de rénovation des groupes scolaires : 1 50 K€
- Plan séniors - Rénovation de la résidence Montesquieu : 950 K€
- Plan développement économique - Reconstruction et remise aux normes de l'abattoir : 350 K€
- Plan sports/associations - Divers aménagements sportifs : 1 240 K€
- Plan patrimoine - Aménagements patrimoniaux divers : 2 250 K€
- Plan transition écologique - Travaux en lien avec la transition écologique : 550 K€
- Plan solidarités - Divers aménagements liés à la solidarité : 1 645 K€
- Plan commerce - Fin de l'aménagement de la halle de centre-ville et de ses abords : 700 K€

b. Les participations

La Ville participe au financement des travaux de la construction de la caserne des pompiers. Sont également inscrits les participations aux travaux d'éclairage public et de réseaux effectués par le SDE et les participations à la pose de panneaux photovoltaïques, ainsi que les subventions dans le cadre du logement (BERGGREN, primes OPAH).

c. Les autres opérations

Les autres opérations concernent notamment des investissements au titre de PEPILOC, la fin des travaux ADAP, les travaux d'économie d'énergie, le plan arbre, l'enveloppe des commerçants et l'acquisition de matériel pour les manifestations.

d. L'enveloppe dédiée aux investissements courants

L'enveloppe annuelle est proposée à hauteur de 1 079 K€. Elle comprend les acquisitions de matériel informatique (100 K€), de matériel de propreté (60 K€), travaux annuels dans les bâtiments (160 K€), les grosses réparations dans les bâtiments scolaires (100 K€), les travaux d'aménagements urbains (100 K€) et le programme annuel de réfection des toitures (200 K€).

e. Le budget participatif

L'enveloppe « un budget pour mon quartier » est de 50 000 €. Il s'agit d'un dispositif de démocratie de proximité pour la réalisation d'initiatives d'intérêt général définies par les habitants.

f. Les travaux en régie réalisés par le personnel de la collectivité

Les compétences des agents sont mobilisées pour réaliser des travaux importants qui accroissent la valeur du patrimoine. Une enveloppe annuelle de 600 K€ est consacrée à ces opérations.

Conclusion

Le budget proposé pour 2024 s'efforcera, malgré le contexte toujours très inflationniste, de maintenir un service rendu à la population de qualité, tout en maîtrisant rigoureusement les charges à caractère général. Des efforts ont été enclenchés dès la fin d'année 2022 avec un plan de sobriété énergétique de grande ampleur et reconduits en 2023 et 2024.

Ce budget est également un budget de continuité sur :

- Le volet Ressources Humaines avec une maîtrise des effectifs et de la masse salariale. Chaque départ que ce soit pour raison de retraite ou autre motif fait l'objet d'une étude approfondie sur les possibilités de redéploiement des missions en interne ou recrutement en interne ou en externe ;
- En termes de patrimoine communal, avec un effort soutenu sur les travaux de réhabilitation et de maintien en bon état et d'économies d'énergie ;
- L'endettement avec un objectif plafonné à 32.2 millions d'euros maximum en fin de mandat ;
- Le maintien des taux de fiscalité afin de ne pas grever le budget des ménages qui devront déjà supportés la hausse naturelle des bases votée par la Loi de Finances. Pour mémoire en 2022, la ville a diminué sa fiscalité de 5.71 % compensant pour grande partie l'augmentation de la fiscalité communautaire (transfert de fiscalité pour le financement des travaux de voirie).

A chaque dépense d'investissement est adossé une recherche active de tous les financements possibles.

Les compensations de l'Etat restent à nouveau en dessous des attendus obligeant la collectivité à être toujours plus agile dans son fonctionnement. En contrepartie, l'Etat nous accompagne dans le financement des projets structurants.

Enfin la structure sécurisée de l'endettement amortit les charges d'intérêts et fait peser de manière limitée la hausse des taux garantissant un endettement encadré pour les années à venir.

Envoyé en préfecture le 13/11/2023

Reçu en préfecture le 13/11/2023

Publié le 13/11/2023

ID : 024-212400378-20231109-D20230121-DE



ANNEXE

Envoyé en préfecture le 13/11/2023

Reçu en préfecture le 13/11/2023

Publié le 13/11/2023



ID : 024-212400378-20231109-D20230121-DE

PROGRAMME PLURIANNUEL DES INVESTISSEMENTS

| POLITIQUE PUBLIQUE | OPÉRATION | Coût Global TTC | Montant subventions estimé | Coût net global du projet | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---------------------------------|---|-----------------|----------------------------|---------------------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | | | | | TOTAL VOTE | PROPOSE | PROPOSE | PROPOSE | PROPOSE |
| OPÉRATIONS STRUCTURANTES | | | | | | | | | |
| PLAN ECOLES | RENOVATION GROUPES SCOLAIRES | 3 844 000 | | 3 844 000 | | 150 000 | 500 000 | 500 000 | 1 000 000 |
| PLAN SENIORS | RÉSIDENCE AUTONOMIE MONTESQUIEU | 2 391 004 | 1 369 399 | 1 021 605 | 61 004 | 950 000 | 1 090 000 | 290 000 | |
| | AUTRES PROJETS STRUCTURANTS | 1 000 000 | | 1 000 000 | | | | | 1 000 000 |
| PLAN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | REMISE AUX NORMES ABATTOIR | 4 200 000 | | 4 200 000 | | 200 000 | 2 000 000 | 2 000 000 | |
| | RECONSTRUCTION ATELIER DE DECOUPE (indemnité assurances + TVA) | 1 584 000 | 1 320 000 | 264 000 | | 150 000 | 700 000 | 734 000 | |
| SPORTS – ASSOCIATIONS | Plan ASSOCIATIF - FOYER ASSOCIATIF CAVILLE – CHARPAK | 787 538 | 432 000 | 355 538 | 537 538 | 250 000 | | | |
| | Plan ASSOCIATIF - Salle d'activités du Barrage | 1 500 000 | | 1 500 000 | | 50 000 | 400 000 | 1 050 000 | |
| | Plan FOOTBALL - Terrain du PONT ROUX | 1 428 000 | 1 164 353 | 263 647 | 540 000 | 100 000 | 120 000 | 600 000 | |
| | Plan FOOTBALL - STADE DE LA CATTE | 678 203 | | 678 203 | 318 097 | 70 000 | | | |
| | Plan FOOTBALL - STADE PAULY/STELLA | 60 000 | | 60 000 | | | | | 60 000 |
| | Plan FOOTBALL - ARAGON (Terrain Football) | 210 000 | | 210 000 | 140 000 | | | | 70 000 |
| | Plan GYMNASES - GYMNASE BRAMERIE | 260 000 | | 260 000 | | | | 260 000 | |
| | Plan GYMNASES - AUTOMATISATION FONCTIONNEMENT ECLAIRAGE ET OUVERTURE DES GYMNASES | 315 000 | | 315 000 | 70 000 | 70 000 | | | |
| | Plan PLAINE DES SPORTS – DOJO LOUIS DELLUC – COUVERT DE PETANQUE | 700 534 | | 700 534 | 100 534 | 600 000 | | | |
| | Plan PLAINE DES S PORTS - Eclairage Allée Lucien VIDEAU – Parking stade athlétisme | 380 000 | | 380 000 | | | | 130 000 | 250 000 |
| | Plan PLAINE DES SPORTS - PARAPLUIE DE PICQUECAILLOUX – HALL RAOUL GÉRAUD | 490 000 | | 490 000 | | 50 000 | | 350 000 | 90 000 |
| | Plan PLAINE DES SPORTS - Picquecailloux | 1 689 701 | 1 002 712 | 686 989 | 374 701 | 50 000 | | 500 000 | 410 000 |
| | Plan SPORT – ASSOCIATIONS - Autres projets structurants | 2 000 000 | | 2 000 000 | | | | | |
| POLITIQUE PATRIMONIALE | Culture - CENTRE DE LA PHOTOGRAPHIE | 1 300 045 | 690 000 | 610 045 | 70 000 | 500 000 | 630 000 | | |
| | Culture - MAISON DES ARTISTES | 640 000 | | 640 000 | | | 640 000 | | |
| | Culture - ARCHIVES MUNICIPALES ET RÉSERVES DES MUSÉES SITE PÉRIGOURDINE | 150 000 | | 150 000 | | | | | 150 000 |
| | Culture - AMÉNAGEMENTS LIES A LA REDYNAMISATION DU CENTRE VILLE – CIAP | 4 191 399 | 1 272 000 | 2 919 399 | 2 215 939 | 150 000 | | | |
| | Culture - MUSÉE DU TABAC (coût hors mobilier – hors scénographie) | 1 300 000 | 433 333 | 866 667 | 150 000 | 120 000 | | 80 000 | 950 000 |
| | Culte - ÉGLISE NOTRE DAME | 4 640 000 | 3 981 000 | 659 000 | 420 723 | 1 300 000 | | 1 152 000 | |
| | Culte - ÉGLISE ST JACQUES | 615 113 | | 615 113 | 126 380 | 180 000 | | 180 000 | |
| TRANSITION ECOLOGIQUE | TERRAIN RUE ST MARTIN (Démolition) | 100 000 | | 100 000 | 60 000 | 40 000 | | | |
| | BÂTIMENT SAICA – ACCÈS POMBONNE – | 190 000 | | 190 000 | 40 000 | | 150 000 | | |
| | BERGES DE LA DORDOGNE RIVE GAUCHE ET RIVE DROITE | 35 000 | | 35 000 | 35 000 | | | | |
| | REQUALIFICATION SQUARE MARCEL GUICHARD | 12 056 | | 12 056 | 12 056 | | | | |
| | COULÉE VERTE | 2 875 134 | | 2 875 134 | 20 777 | 400 000 | 400 000 | 1 000 000 | 1 000 000 |
| | PEPI LOC | 130 000 | | 130 000 | 65 000 | 65 000 | | | |
| | PLACE DE LA REPUBLIQUE | 1 560 000 | | 1 560 000 | | 40 000 | 520 000 | 1 000 000 | |
| SOLIDARITES | BARRÉ COMMERCIALE NAILLAC Salle multiactions | 530 000 | | 530 000 | | 530 000 | | | |
| | LA PÉRIGOURDINE (TRAVERSE) dont acquisition | 1 000 000 | | 1 000 000 | 487 408 | | | | |
| | CENTRE JACQUES LAGABRIELLE | 600 000 | | 600 000 | 71 815 | 75 000 | 525 000 | | |
| | LOCAL DESTINE AUX RESTAURANTS DU CŒUR | 110 000 | | 110 000 | 100 000 | | | | |
| | CENTRE SOCIAL JEAN MOULIN | 1 230 000 | | 1 230 000 | 50 000 | 1 000 000 | 180 000 | | |
| | AUTRES PROJETS STRUCTURANTS | 1 000 000 | | 1 000 000 | | | | | 1 000 000 |
| COMMERCE | COMMERCE - AMÉNAGEMENTS LIES A LA REDYNAMISATION DU CENTRE VILLE – HALLE MARCHÉ COUVERT | 4 400 000 | 1 108 000 | 3 292 000 | 2 795 090 | 700 000 | | | |

Envoyé en préfecture le 13/11/2023

Reçu en préfecture le 13/11/2023

Publié le 13/11/2023



ID : 024-212400378-20231109-D20230121-DE

| POLITIQUE PUBLIQUE | OPÉRATION | Coût Global TTC | Montant subventions estimé | Coût net global du projet | 2023 | 2024 | | | |
|-------------------------------|---|-----------------|----------------------------|---------------------------|------------|---------|---------|-----------|-----------|
| | | | | | TOTAL VOTE | PROPOS | 2025 | 2026 | |
| AUTRES OPÉRATIONS | | | | | | | | | |
| ACQUISITIONS | MATÉRIEL MANIFESTATIONS | 45 000 | | 45 000 | 45 000 | 45 000 | 45 000 | 45 000 | 45 000 |
| ACQUISITIONS | DIVERSES ACQUISITIONS (Bâtiment Stockgel) | 150 000 | | 150 000 | 150 000 | | | | |
| ACQUISITION | ORT - ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER (plafond d'acquisition sans tenir compte des cessions) | 2 236 140 | 300 000 | 1 936 140 | | | | 1 103 070 | 1 103 070 |
| ADAP | ADAP | 2 100 000 | 240 000 | 1 860 000 | 375 681 | 250 000 | | | |
| AMÉNAGEMENTS DIVERS | CIMETIERES | 260 000 | | 260 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 |
| ACQUISITIONS | AMÉNAGEMENTS LIES A LA REDYNAMISATION DU CENTRE VILLE – ENVELOPPE DES COMMERCANTS | 251 748 | | 251 748 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 |
| AMÉNAGEMENTS DIVERS | PLANTATIONS | 1 198 030 | | 1 198 030 | 93 446 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 |
| BÂTIMENTS | GROSSES OPÉRATIONS ÉCONOMIES ÉNERGIE (autres que celles inscrites dans le plan GYMNASES) | 1 213 098 | | 1 213 098 | 447 720 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 |
| ACQUISITIONS | TERRAINS RUE DU TOUNET | 50 000 | | 50 000 | | | 40 000 | 10 000 | |
| PARTICIPATIONS | | | | | | | | | |
| BÂTIMENTS | LA GARGUILLE | 162 000 | | 162 000 | | 115 000 | | | |
| PARTICIPATION | PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES LA GARGUILLE VIA SEM PÉRIGORD ÉNERGIE | 15 000 | | 15 000 | | 15 000 | | | |
| PARTICIPATION | PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES CTM VIA SEM PÉRIGORD ÉNERGIE | 100 000 | | 100 000 | | 25 000 | | | |
| PARTICIPATION | PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES TENNIS MILLET VIA SEM PÉRIGORD ÉNERGIE | 200 000 | | 200 000 | | | | 245 000 | |
| PARTICIPATION | TRAVAUX FUTURE CASERNE POMPIERS | 950 000 | | 950 000 | 190 000 | 190 000 | 190 000 | 190 000 | 190 000 |
| PARTICIPATION | EFFACEMENT RÉSEAUX (Article 8) – ROUTE DE BORDEAUX | 390 000 | | 390 000 | 169 309 | 130 000 | 130 000 | 130 000 | |
| PARTICIPATION | EFFACEMENT RÉSEAUX ÉLECTRIQUES BT HORS CONVENTION | 271 000 | 109 424 | 161 576 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 |
| PARTICIPATION | PRIMES OPAH – SOUTIEN AU LOGEMENT ANCIEN | 550 000 | | 550 000 | 143 503 | 70 000 | 70 000 | 70 000 | 70 000 |
| PARTICIPATION | ÉCLAIRAGE PUBLIC | 3 726 897 | | 3 726 897 | 423 074 | 275 000 | 275 000 | 275 000 | 275 000 |
| PARTICIPATION | BERGGREN – LOGEMENT SOCIAL | 200 000 | | 200 000 | | | 100 000 | 100 000 | |
| PARTICIPATION | CENTRE ÉVÉNEMENTIEL | 1 133 250 | | 1 133 250 | | | 377 750 | 377 750 | 377 750 |
| PARTICIPATION | CONSTRUCTION PISTE ATHLÉTISME | 360 000 | | 360 000 | 180 000 | | | | |
| PARTICIPATION | LE TOIT GIRONDIN | 8 000 | | 8 000 | 8 000 | | | | |
| PARTICIPATION | ACCOMPAGNEMENT LOGEMENT SOCIAL | 200 000 | | 200 000 | | | | | 200 000 |
| INVESTISSEMENT COURANT | | | | | | | | | |
| BÂTIMENTS | TRAVAUX SUITE COMMISSION DE SÉCURITE | | | | 87 862 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 |
| ACQUISITIONS | FRAIS NOTARIÉS ACQUISITION EURO SYMBOLIQUE | | | | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 |
| ACQUISITIONS | ACQUISITIONS MATÉRIEL ESPACES PAYSAGERS + SPORTS | | | | 169 970 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 100 000 |
| ACQUISITIONS | ÉQUIPEMENT DES ÉCOLES | | | | 25 704 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 |
| ACQUISITIONS | ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNÉE | | | | 15 000 | 15 000 | 15 000 | 15 000 | 15 000 |
| ACQUISITIONS | INFORMATIQUE – MATÉRIEL ET LOGICIELS | | | | 181 207 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 |
| ACQUISITIONS | INFORMATISATION DES ÉCOLES | | | | 23 725 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 |
| ACQUISITIONS | MATÉRIEL DE PROPRETÉ | | | | 63 140 | 60 000 | 30 000 | 200 000 | 35 000 |
| ACQUISITIONS | MATÉRIEL DES SERVICES HORS ESPACES VERTS | | | | 35 355 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 |
| ACQUISITIONS | OUTILLAGE CTM | | | | 55 224 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 |
| AMÉNAGEMENTS DIVERS | ÉQUIPEMENT DU JARDIN CINÉRAIRE FUNÉRAIRE | | | | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 30 000 |
| BÂTIMENTS | AUTRES BÂTIMENTS + INSTALLE SPORTIVES | | | | 233 205 | 160 000 | 160 000 | 160 000 | 160 000 |
| BÂTIMENTS | GROSSES RÉPARATIONS ÉCOLES | | | | 116 858 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 |
| AMÉNAGEMENTS URBAINS DIVERS | RÉSEAUX ET TRAVAUX AMÉNAGEMENTS URBAINS | | | | 187 948 | 100 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 |
| BÂTIMENTS | RÉFECTION DES TOITURES | | | | 380 814 | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 200 000 |
| CAUTIONS | CAUTION DIVERSES | | | | 4 500 | 4 500 | 4 500 | 4 500 | 4 500 |
| ACQUISITIONS | VÉHICULES | | | | 24 000 | 55 000 | 50 000 | 60 000 | 60 000 |
| AMÉNAGEMENTS URBAINS DIVERS | BORNES ARRÊTS MINUTES ou BORNES ESCAMOTABLES | | | | | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 |
| ACQUISITIONS | REPLACEMENT MATÉRIEL CUISINE CENTRALE | | | | 10 000 | | | | |

Envoyé en préfecture le 13/11/2023

Reçu en préfecture le 13/11/2023

Publié le 13/11/2023



ID : 024-212400378-20231109-D20230121-DE

| POLITIQUE PUBLIQUE | OPÉRATION | Coût Global TTC | Montant subventions estimé | Coût net global du projet | 2023 | 2024 | | | |
|--|--|-----------------|----------------------------|---------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | | | | | TOTAL VOTE | PROPOS | 2025 | 2026 | 2027 |
| BUDGET PARTICIPATIF | | | | | | | | | |
| BUDGET PARTICIPATIF | OPÉRATIONS RETENUES DANS LE CADRE DU BUDGET PARTICIPATIF | | | | 100 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 |
| TRAVAUX D'INVESTISSEMENT EFFECTUES EN RÉGIE PAR LE PERSONNEL DE LA COLLECTIVITÉ | | | | | | | | | |
| BÂTIMENTS | Hôtel DE VILLE | | | | | | | | |
| BÂTIMENTS | LOCAL VÉLOS PARKING DES ILLUSTRES | | | | | | | | |
| BÂTIMENTS | ÉCOLES | | | | | | | | |
| BÂTIMENTS | CTM | | | | | | | | |
| BÂTIMENTS | ESPACES VERTS | | | | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 |
| BÂTIMENTS | GUINGUETTE | | | | | | | | |
| ÉQUIPEMENTS SPORTIFS | GYMNASES | | | | | | | | |
| BÂTIMENTS | SITE DE LAGABRIELLE | | | | | | | | |
| AMÉNAGEMENTS URBAINS DIVERS | DIVERS AMÉNAGEMENTS | | | | | | | | |
| Sous-total TRAVAUX EN RÉGIE | | | | | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 |
| Sous-Total BUDGET PARTICIPATIF | | | | | 100 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 |
| Sous-Total ENVELOPPE INVESTISSEMENT COURANT | | | | | 1 659 512 | 1 079 500 | 994 500 | 1 174 500 | 1 064 500 |
| Sous-Total AUTRES OPÉRATIONS | | | | | 1 181 847 | 515 000 | 305 000 | 1 378 070 | 1 368 070 |
| Sous-Total PARTICIPATIONS | | | | | 1 218 886 | 850 000 | 1 172 750 | 1 417 750 | 942 750 |
| SOUS TOTAL OPÉRATIONS STRUCTURANTES | | | | | 12 491 527 | 7 440 000 | 7 727 000 | 5 650 000 | 6 950 000 |
| SOUS-TOTAL ABATTOIR | | | | | | 350 000 | 2 700 000 | 2 734 000 | |
| TOTAL GÉNÉRAL HORS OPÉRATIONS STRUCTURANTES | | | | | 4 760 245 | 3 094 500 | 3 122 250 | 4 620 320 | 4 025 320 |
| TOTAL GÉNÉRAL | | | | | 17 251 772 | 10 884 500 | 13 549 250 | 13 004 320 | 10 975 320 |

Envoyé en préfecture le 13/11/2023

Reçu en préfecture le 13/11/2023

Publié le 13/11/2023

ID : 024-212400378-20231109-D20230121-DE



Hôtel de ville | 19, Rue Neuve d'Argenson | 24 100 BERGERAC
T. 05 53 74 66 66 | contact@bergerac.fr
www.bergerac.fr